

LES BANQUES MORIBONDES BOUGENT ENCORE

Au cœur du tumulte boursier de ces dernières semaines, on trouve les banques, dont les cours ont dégringolé. Pourtant, il semble que les inquiétudes des traders soient exagérées. Les mastodontes de la finance ne sont pas près de disparaître, malheureusement.

Avec elles, on est sûr de perdre à tous les coups. Quand elles vont bien, elles pompent les revenus des particuliers et les profits des entreprises pour alimenter leurs bonus, leurs profits et les dividendes qu'elles versent à leurs actionnaires. Et quand elles vont mal, il « faut » les sauver, parce que leur perte entraînerait celle de l'ensemble de l'économie, comme la crise des années 1930 en a fait la preuve définitive. Nous voilà donc échec et mat. Mais que penser de l'effondrement des cours de Bourse des banques européennes depuis le début de l'année (- 25 % tout de même) ? Les banques sont-elles si fragiles que ça ?

À première vue, il n'y a pas vraiment de quoi s'inquiéter. Ainsi, la Société générale vient d'annoncer des profits record, à 4 milliards d'euros pour 2015, et BNP Paribas à 7 milliards ! Mais cela n'a pas empêché leurs actions de chuter, les marchés jugeant leur rentabilité insuffisante. Une preuve du délire qui saisit les marchés, qui se plaignent des (modestes) nouvelles réglementations post-krach de 2008, qui ont effectivement limité les possibilités de spéculation sur les produits risqués pour les banques, ce qui a affecté leur rentabilité. Mais on rappellera que c'est quand même la moindre des choses pour des établissements qui ont été sauvés par les contribuables sans qu'aucune contrepartie ne leur soit demandée en échange, ni concernant leurs politiques de rémunération, ni leurs (absences de) prêts à l'économie, ni concernant les frais qu'elles imposent à leurs clients, etc.

Ce qui se raconte sur les marchés, c'est que les banques souffriraient de multiples maux. Le premier serait les taux d'intérêt négatifs pratiqués par les Banques centrales, qui ont pour conséquence que l'argent que les banques sont obligées de déposer auprès des Banques centrales – au lieu de leur rapporter – plombe leurs profits. Il y aurait ensuite le pétrole, la chute des cours mettant dans le rouge les entreprises du secteur (groupes pétroliers, constructeurs de pipe-lines, foreurs...), qui risqueraient de ne

plus rembourser leurs prêts. Il y aurait enfin les mauvaises nouvelles concernant la croissance en Chine, aux États-Unis ou en Europe, qui risqueraient de voir se multiplier les défaillances d'entreprises et donc les pertes des banques sur des prêts qui ne seront jamais remboursés.

Mais rien de tout cela ne tient vraiment la route, car les banques continuent d'afficher des résultats élevés, et leurs réserves (leurs « fonds propres ») sont deux fois plus élevées qu'en 2008. En vérité, ce que craignent les marchés, c'est tout simplement de devoir passer à la caisse pour les moutons noirs, qui ne seront plus, c'est promis juré, sauvés par l'État, mais qui iront piocher dans la poche des actionnaires en cas de difficulté. Or des moutons noirs, il y en a, à commencer par la géante Deutsche Bank, première banque allemande, qui vient d'annoncer une perte de 7 milliards pour l'an dernier, à cause notamment de ses multiples malversations (elle a 6 000 procès en cours) qui lui ont coûté pas moins de 12 milliards d'euros en frais juridiques depuis 2010. Résultat : une action en chute de plus d'un tiers, pas de dividendes versés cette année, et une « restructuration » qui va diminuer les effectifs de la banque d'un quart. Et puis il y a aussi les banques grecques et italiennes, qui ont bien du mal à survivre dans des pays où les faillites se multiplient sous les coups de boutoir des très intelligentes politiques d'austérité...

Le pire dans tout ça, c'est que nous avons le choix. Rien ne nous oblige en effet à placer notre argent chez la capitaliste BNP Paribas ou au polluant Crédit agricole. Nous pouvons choisir des banques coopératives, non cotées en Bourse et qui ne spéculent pas, comme la Nef, qui, en partenariat avec le Crédit coopératif, oriente l'épargne vers des projets sociaux, écologiques ou culturels. Comme l'avait souligné le philosophe et économiste Éric Cantona, nous disposons d'un pouvoir décisif sur les banques : en retirer notre argent. Citoyens, tous à la Nef !